



Municipalité

Au Conseil communal de L'Abbaye

L'Abbaye, le 13 août 2018

Préavis municipal n° 08/2018
RÈGLEMENT ET TARIF MUNICIPAL RELATIFS AUX
ÉMOLUMENTS ADMINISTRATIFS DE LA POLICE DU COMMERCE

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et les Conseillers,

1. OBJET DU PRÉAVIS

A l'heure actuelle, la commune de L'Abbaye ne dispose pas de règlement et tarif municipal relatifs aux émoluments administratifs perçus dans le cadre des activités de police du commerce.

Cette situation peut poser des problèmes en cas de litiges relatifs aux paiements de ces divers émoluments, notamment lorsque la justice doit trancher sur ces cas.

Ce règlement est aussi proposé aux conseils communaux des communes du Chenit et du Lieu. Il a été élaboré en collaboration avec les secrétaires municipaux et boursiers des trois communes de la Vallée ; les tarifs proposés tiennent compte des tarifs pratiqués par d'autres communes vaudoises.

2. PROCÉDURE ET DÉLAI DE RÉALISATION

Le texte communal du règlement, un fois approuvé par le Conseil communal, doit être soumis au Canton pour adoption. La mise en application des tarifs est prévue dès son approbation par le Conseil d'Etat.

Conclusion

Au vu de ce qui précède, la Municipalité vous propose d'adopter le nouveau règlement et tarif municipal relatifs aux émoluments administratifs de police du commerce.

En conséquence, et au vu de ce qui précède, nous vous recommandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillères et les Conseillers, de bien vouloir délibérer et vous prononcer sur les conclusions suivantes :

Le Conseil Communal de L'Abbaye

- Vu le préavis 08/2018 du 13 août 2018 de la Municipalité,
- Oui le rapport de la commission chargée de l'étude,
- Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

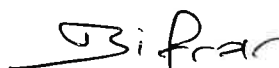
décide

1. **d'adopter** le règlement et tarif municipal relatifs aux émoluments administratifs de police du commerce.
2. **de fixer** l'entrée en vigueur du règlement dès son approbation par le Canton.

Le présent préavis a été adopté par la Municipalité dans sa séance du 20 août 2018.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

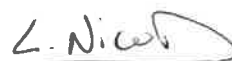
Le Syndic



Christophe Bifrare



La Secrétaire



Laetitia Nicod

Délégués municipaux : Christophe Bifrare, syndic,
Paul-Claude Rochat, Philippe Grobéty, Henri Burnier, Patrick Berktold

Municipal responsable : Christophe Bifrare

Membres de la Commission chargée de l'étude du préavis 08/2018 :

Rapporteur : Michel Berney
Membres : Sylvette Golay
Hélène Siegrist
Gaël Berney
Gilbert Magnenat
Suppléants : Carole Harlé
Louis-François Berney

Commune de L'Abbaye



Règlement et tarif municipal relatifs aux émoluments administratifs de la Police du commerce

Version du 2 août 2018

La Municipalité de L'Abbaye

- **vu l'article 43 de la loi du 28 février 1965 sur les communes (LC).**
- **vu l'article 4 de la loi du 5 décembre 1965 sur les impôts communaux (LCom),**
- **vu les articles 31, 53, 54, 55, 57 et 58 de la loi du 26 mars 2002 sur les auberges et les débits de boissons (LADB) et les articles 61 à 66 du règlement du 9 décembre 2009 d'exécution de la loi du 26 mars 2002 sur les auberges et les débits de boissons (RLADB),**
- **vu la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE) et le règlement d'application de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (RLEAE),**
- **vu le règlement du 20 décembre 2006 sur la taxe, les émoluments et les contributions à percevoir en application de la loi du 26 mars 2002 sur les auberges et les débits de boissons (RE-LADB),**

arrête

l'Administration communale percevra, pour les diverses autorisations et autres opérations entrant dans le cadre de son activité, les émoluments administratifs figurant dans le présent tarif.

CHAPITRE PREMIER : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier – But

Le présent règlement a pour but de définir les modalités de perception et le tarif des émoluments à percevoir lors de l'accomplissement d'une tâche administrative de la part de l'Administration communale de L'Abbaye.

Art. 2 – Assujettissement

Toute personne ou entité, quelle que soit sa forme juridique, qui sollicite l'Administration communale ou occasionne à cette dernière une prestation ou une décision liée à l'exécution des lois et règlements régissant les activités économiques doit s'acquitter d'émoluments.

Art. 3 – Principes

Sont notamment soumis à émoluments, indépendamment de la perception de taxes cantonales et communales et dans les limites conférées à l'administration communale, les actes en relation avec les domaines économiques ci-après :

- application de la Loi sur les auberges et débits de boissons LADB pour les manifestations;
- application de la LEAE.

Art. 4 – Mode de fixation du montant de l'émolument

Le montant de l'émolument est défini par une fourchette de prix fixée par la Municipalité. Il se détermine en fonction du volume de travail engendré par la demande (complexité du dossier, fréquence des contacts avec les intéressés ou services à consulter, durée nécessaire pour l'étude du dossier, etc.)

Art. 5 – Moment du paiement de l'émolument

La Municipalité fixe le montant du paiement de l'émolument :

- au moment de la délivrance de la licence d'établissement au sens de la LADB ;

- à l'avance, en début d'année pour les émoluments de surveillance de base ;
- au moment du dépôt de la demande pour les autres objets prévus dans le tarif des émoluments ;
- au moment de la délivrance de l'autorisation pour les manifestations.

Art. 6 – Dispense du paiement de l'émolument

Exceptionnellement, une dispense du paiement de l'émolument peut être accordée pour une activité présentant un intérêt majeur pour la collectivité publique ou dans les cas revêtant un intérêt particulier au vu du but poursuivi.

CHAPITRE 2 : ÉMOLUMENTS GÉNÉRAUX

Art. 7 – Complément du montant de l'émolument en cas de demande tardive

Un émolument complémentaire peut être perçu en cas de demande tardive exigeant un traitement urgent du dossier : de CHF 25.--
à CHF 100.--

Art. 8 – Refus d'autorisation

Un émolument peut être perçu, même si la décision finale refuse l'autorisation : de CHF 25.--
selon le volume du travail engendré : à CHF 100.--

Art. 9 – Annulation d'une manifestation et/ou retrait d'une demande d'autorisation par l'organisateur

Un émolument peut être perçu lors de l'annulation ou du retrait d'une demande d'autorisation de manifestation et/ou de permis temporaires permettant la vente de boissons alcooliques lors d'une manifestation (au sens de la LADB), selon le volume du travail déjà accompli au moment de l'annulation ou du retrait : de CHF 25.--
à CHF 500.--

Art. 10 – En cas de nouveaux contrôles du bruit nécessaires

Contrôle du bruit supplémentaire : de CHF 50.-- à CHF 200.--

Art. 11 – Intervention en cas de négligence ou de faute d'un administré

Notamment :

- lorsqu'il n'a pas produit les pièces demandées : CHF 20.--
- lorsqu'il n'a pas effectué les démarches nécessaires ; CHF 20.--
- lorsqu'un pli pour une notification n'a pas été retiré à la poste par la faute de l'intéressé : CHF 20.--

Art. 12 – Evacuation d'un objet encombrant sur la voie publique

Pour l'évacuation d'un objet encombrant sur la voie publique : CHF 50.--

Art. 13 – Photocopies

Si plus de 6 photocopies : CHF --.50/page

Art. 14 – Taxes postales, télécommunications

Les frais de port ou autres (téléphones, etc.) peuvent être mis à la charge des intéressés.

Art. 15 – Rappels et lettres-rappel

- | | | |
|--------------------------------------|-----|-------|
| – Premier rappel : | CHF | --.-- |
| – Deuxième rappel (taxes cumulées) : | CHF | 10.-- |

CHAPITRE 3 : EMOLUMENTS RELATIFS À L'ABATTAGE D'ARBRE

Art. 16 – Autorisation d'abattage hors zone forestière de CHF 50.-- à CHF 200.--/par cas

CHAPITRE 4 : EMOLUMENTS RELATIFS AUX LICENCES D'ÉTABLISSEMENTS ET AUTORISATIONS SIMPLES AU SENS DE LA LOI DU 26 MARS 2002 SUR LES AUBERGES ET LES DÉBITS DE BOISSONS

Art. 17 – Délégation des compétences

En cas de délégation des compétences au sens de l'art. 6 LADB, l'administration communale percevra les émoluments qui en découlent (art. 54 et 58 LADB et 15 à 19 RE-LADB).

Art. 18 – Emoluments de surveillance au sens de la LADB

- | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| a) Emolument de surveillance de base : | Par an : |
| – gîte rural, table d'hôtes, caveau, chalet d'alpage, buvette, salon de jeux sans service de boissons alcooliques, tea-room, bar à café, autorisation spéciale sans alcool : | CHF 100.-- |
| – débits de boissons alcooliques à l'emporter : | CHF 150.-- |
| – hôtel, café-restaurant, café-bar, salon de jeux avec boissons alcooliques, autorisation spéciale avec alcool, traiteur : | CHF 350.-- |
| – discothèque, night-club, autorisation spéciale au sens de l'art. 66 LADB : | CHF 1'000.-- |
| b) Emolument de surveillance supplémentaire (frais supplémentaires d'intervention) : | |
| – moins d'une demi-journée de travail : | CHF 100.-- |
| – une demi journée de travail : | CHF 200.-- |
| – une journée de travail : | CHF 500.-- |

Art. 19 – Autorisation pour fête, animation ou soirée dans un établissement autre que ceux couverts par une licence de discothèque ou de night-club, au sens respectivement des art. 16 et 17 LADB : CHF 30.--

CHAPITRE 5 : EMOLUMENTS RELATIFS AUX MANIFESTATIONS

Art. 20 – Demandes d'autorisations

Les demandes d'autorisations ou les annonces pour les manifestations sur le domaine public doivent être déposées auprès de la Municipalité.

La demande doit être déposée trente jours à l'avance, cas d'urgence réservés.

Les manifestations sur le domaine privé pouvant avoir des répercussions sur le domaine public, notamment eu égard au nombre de participants et de véhicules, doivent également faire l'objet d'une demande d'autorisation.

Toute réunion, concert, soirée, présentation, conférence, exhibition, bal, etc., accessible au public, sur inscription ou non, organisée dans un local professionnel, commercial ou autre, que les entrées soient payantes ou non et pouvant avoir des répercussions sur le domaine public, notamment eu égard au nombre de participants et de véhicules, est assimilée à une manifestation sur le domaine public et doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de la Municipalité.

Art. 21 – Délivrance d'autorisation

Chaque autorisation de manifestation délivrée est assortie de la perception d'un émolument administratif.

- | | | |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| a) | Emolument d'autorisation ou de décision pour une manifestation | de CHF 25.--
à CHF 500.-- |
| b) | Emolument d'autorisation pour l'organisation d'un loto | CHF 50.-- |
| c) | Emolument d'autorisation pour l'organisation d'une tombola | CHF 50.-- |
| d) | Emolument d'autorisation pour la délivrance d'un permis temporaire autorisant la vente de boissons alcooliques à consommer sur place : | |
| | 1. bière et vin | CHF 50.--/jour |
| | 2. bière, vin et alcool fort | CHF 80.--/jour |
- Les dispositions sur la loi sur les auberges et débits de boissons demeurent réservées (montant maximum CHF 500.--).

CHAPITRE 6 : EMOLUMENTS RELATIFS AUX AUTORISATIONS DÉLIVRÉES EN APPLICATION DE LA LEAE

- | | | |
|----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Art. 22 | – Emolument relatif à l'octroi d'une autorisation d'exercer le commerce d'objets d'occasions : | CHF 350.-- |
| Art. 23 | – Emolument relatif à la modification d'une autorisation d'exercer le commerce d'objets d'occasions : | CHF 50.-- |
| Art. 24 | – Emolument relatif au renouvellement d'une autorisation d'exercer le commerce d'objets d'occasions : | CHF 250.-- |
| Art. 25 | – Emolument relatif à l'octroi d'une autorisation pour un appareil automatique : | CHF 100.-- |
| Art. 26 | – Emolument relatif à l'octroi d'une autorisation globale pour plusieurs appareils automatiques : | CHF 300.-- |
| Art. 27 | – Emolument relatif à la modification d'une autorisation pour un appareil automatique ou d'une autorisation globale pour plusieurs appareils automatiques : | CHF 30.-- |

Art. 28 – Emolument relatif au renouvellement d'une autorisation pour un appareil automatique :	CHF	80.--
Art. 29 – Emolument relatif au renouvellement d'une autorisation globale pour plusieurs appareils automatiques :	CHF	250.--
Art. 30 – Intérêt moratoire dès la fin du premier délai de paiement pour les émoluments non-acquittés :		5 %
Art. 31 – Frais administratifs ajoutés au rappel à la fin du premier délai de paiement pour les émoluments non-acquittés :	CHF	40.--
Art. 32 – Avertissement pour activité économique soumise à autorisation et non déclarée :	CHF	100.--
Art. 33 – Retrait de demande ou refus d'autorisation pour activité économique soumise à autorisation (selon importance du dossier)	de CHF	80.-- à CHF 500.--
Art. 34 – Emolument de surveillance supplémentaire (frais supplémentaires d'intervention) :		
– moins d'une demi-journée de travail :	CHF	300.--
– une demi journée de travail :	CHF	500.--
– une journée de travail :	CHF	800.--


CHAPITRE 7 : DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE

Art. 35 – Le Conseil communal délègue à la Municipalité la compétence d'adapter les tarifs des émoluments indiqués dans le présent règlement.


CHAPITRE 8 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Art. 36 – Le présent tarif entrera en vigueur dès son approbation par le Chef du Département concerné. Il abroge tout tarif antérieur relatif aux émoluments administratifs.

Ainsi adopté par la Municipalité, dans sa séance du 20 août 2018 :

Le syndic

 Christophe Bifrare



La secrétaire

 Laetitia Nicod

Approuvé par le Conseil communal, dans sa séance du 9 octobre 2018 :

Le président

Le secrétaire

André Meylan

Jacques Rochat

Approuvé par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité, le